

# Note sur la Charte du Réseau "Sortir du nucléaire"

MCG 11/11/2007

**Rédigée il y a plus de dix ans**, la Charte fondatrice du Réseau Sortir du nucléaire (créé fin 1997) visait à fédérer un maximum d'antinucléaires autour d'une plate-forme commune pour présenter un front large et uni. Plusieurs Amis de la Terre Midi-Pyrénées ont pris une part active aux premières réunions de constitution du Réseau et à l'élaboration de cette Charte, dont chaque terme fut à l'époque soigneusement pesé.

Faisaient à peu près consensus :

le diagnostic sur l'éventail des principaux « risques » à court et long terme (cf. considérants de la Charte)

la palette de moyens techniques envisageables pour remplacer les réacteurs et assurer, de façon techniquement réaliste, une transition aussi rapide que possible vers une politique énergétique fondée sur la sobriété et les renouvelables.

Ces moyens incluait, bien entendu, le gaz naturel en cogénération.

*La question du charbon fut en revanche évacuée de la rédaction... d'où le refus des Belbeoch pour Stop Nogent de la cautionner en la signant et, a fortiori, d'adhérer au rezo.*

*A l'inverse, d'autres opposants importants au lobby nucléaire, comme la CRIIRAD et son labo, ne l'ont pas signée pour se positionner comme « neutres » et « objectifs » plutôt que « antinucléaires ».*

Les analyses et priorités politiques, les avis sur le bouquet électrique possible et souhaitable, les opinions quant aux priorités techniques et stratégiques, y compris en termes de communication et d'alliances, et aux principaux leviers pour aboutir à une sortie, étaient beaucoup plus divergents et controversés...

*D'où la formule de compromis adoptée alors pour résumer la revendication « clé » du Réseau :*

« Nous voulons une **décision immédiate** de sortie du nucléaire ».

Elle avait l'avantage de laisser « prudemment » en suspens (au sens de prudence politique, en tout cas) la question de l'urgence et des délais d'une sortie de l'électronucléaire... voire de ses modalités concrètes et pratiques, puisqu'on se focalisait sur la « décision » et non sur la mise en oeuvre...dont on supposait pouvoir charger les « politiques » (Verts notamment) à échéance indéterminée.

## 10 ans plus tard...

Une des principales questions qui se pose est de savoir s'il convient - en tout cas en tant qu'AT, les décisions du Réseau ne dépendant pas que de nous - de se limiter à viser « une décision immédiate » de sortie, ou s'il ne convient pas de se concentrer dans les années qui viennent sur « un début immédiat de sortie », avec en particulier de premières fermetures d'installations nucléaires.

De fait :

*Au vu du bilan des dernières présidentielles / législatives*, les perspectives d'obtenir une « décision de sortie » se sont fort éloignées : le PS et l'UMP sont d'une convergence de vue quasi parfaite sur ce dossier (nonobstant des nuances stratégiques) et l'écologie politique est laminée.

*La supposée sortie du nucléaire en Allemagne*, décidée en 2000 et prévue pour durer une trentaine d'année, montre bien qu'il ne suffit pas que des politiques prennent une décision, ou affirment la prendre, pour qu'elle soit suivie d'effets (hormis des subventions déguisées aux exploitants nucléaires). En outre, seuls des délais courts peuvent garantir un minimum d'irréversibilité et de responsabilité politique.

« Privatisation » aidant les *conditions de sûreté*, de maintenance et d'emploi dans les centrales nucléaires *n'ont cessé de se dégrader* (mais ça avait commencé avant, avec la généralisation des nouvelles formes de « management »). A ce train-là, l'accident majeur n'est plus un « risque », mais une certitude absolue. Le vrai miracle est qu'il n'ait pas encore eu lieu.

Les bouleversements climatiques (inondations, sécheresse, canicule, gel...) ne font que multiplier les risques d'accident majeur, et en aggraver potentiellement les conséquences.

Les autres « risques » évoqués dans la Charte n'étaient déjà pas à l'époque des risques, mais des certitudes et des constats quotidiens (rejets, contaminations, prolifération...) ; ça ne s'est pas arrangé depuis.

Par rapport à 1997, nous ne sommes même plus en régime de Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La nouvelle doctrine franco-américaine fait du nucléaire une arme non plus de simple « dissuasion », mais susceptible d'être utilisée à titre « préventif », y compris contre des pays « non-nucléaires », si nos intérêts « stratégiques » sont menacés. Et les contaminations planétaires à l'uranium appauvri pour cause d'emploi d'armes à l'UA ont déjà pris des proportions massives... (Irak, Balkans, Palestine...)

Bref, sauf à vouloir faire dans la « dénonciation durable » comme d'autres font dans le développement durable, il importerait de passer à la vitesse supérieure... or la parution des scénarios de sortie en un ou deux quinquennats devrait pouvoir constituer un outil précieux à cet égard, notamment pour mettre les politiques et les syndicats face à leurs responsabilités.

## Quelques compléments sur le Réseau Sortir du nucléaire :

Le rezo affiche maintenant :

**800 groupes signataires** (liste disponible sur [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)), qui comprennent aussi bien des partis politiques (échelon national et/ou local ; environ une centaine de groupes verts, par exemple) que des associations à vocation locale et des ONG ; dont quelques centaines de groupes **adhérents** à jour de cotisation (voir liste en pj)

Il y a des signataires individuels - et de nombreux contributeurs et donateurs individuels (cf. La charte : « *nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons...* ») mais seuls des « groupes » peuvent adhérer, et donc

- 1) voter aux AG
- 2) présenter des candidats au CA

La prochaine AG du Réseau Sortir du nucléaire, où seront notamment débattues ses orientations et sa stratégie pour les années à venir, aura lieu les 2 et 3 février 2008 à Dijon.

NB : Après avoir échoué à faire élire un administrateur et un suppléant (avec ApE et le Rac) au CA du rezo il y a 2 ans (année stratégique, préélectorale, où il y avait pléthore de candidats...) Greenpeace en est sorti depuis peu (depuis le début du Grenelle) et semble avoir, temporairement en tout cas, recentré sa stratégie sur le leadership de l'Alliance pour la Planète.